

| FESSENHEIM |

Une visite, un emballage, mais pas d'annonce

Le directeur du parc nucléaire d'EDF, Philippe Sasseigne, a profité d'une visite « managériale » de routine, vendredi, pour réunir les agents de la centrale nucléaire alsacienne et répondre à leurs questions. Au final, rien de bien neuf si ce n'est un scénario qui se précise et une surinterprétation militante.

Emballage dans les milieux antinucléaires, vendredi soir, quand Gabriel Weisser, habitant du secteur et militant de longue date, affirmait dans un courrier électronique largement diffusé et repris par plusieurs médias, que le directeur de la production nucléaire d'EDF venait d'annoncer aux salariés de la centrale la fin de l'exploitation du site pour « fin 2018 à avril 2019 ». Contacté hier, il précisait que la mutation de « 250 à 300 salariés » interviendrait avant la rentrée 2018-2019, citant une « source syndicale ». Vérification faite, cette source syndicale en question n'a pas assisté à la réunion mais tenait ses informations d'autres salariés.

Des dates connues

Philippe Sasseigne a bien effectué une visite « managériale », comme l'a confirmé la direction de la centrale, sans donner aucun autre détail. Les dates de fermeture avancées sont connues depuis plusieurs mois : l'arrêt du site alsacien est lié au démarrage de l'EPR de Flamanville, prévu fin 2018 au plus tôt. Plus le temps passe, plus les différents scénarios s'affinent, c'est compréhensible.

La nouveauté résiderait plutôt dans ces « 250 à 300 salariés » qui seraient mutés avant la fin de l'année prochaine. Mais là encore, il s'agirait d'une « hypothèse de travail » – selon la source citée plus haut –, pas d'une annonce ferme et définitive.



L'arrêt de la centrale de Fessenheim reste conditionné au démarrage de l'EPR de Flamanville. Archives L'Alsace/Thierry Gachon

Le chiffre d'une soixantaine de salariés restant sur site à terme est celui que brandissent les syndicats pour s'opposer à la fermeture : « Rien de nouveau sous le soleil », assure de son côté Jean-Luc Cardoso, pour la CGT.

« Cette visite était prévue depuis longtemps, mais elle tombait bien. Après des années à vivre avec une épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes, après les récentes déclarations de Nicolas Hulot, il y avait une demande d'écoute et de reconnaissance, souligne la déléguée syndicale CFE-CGC, Anne Laszlo. Rien n'est définitivement acté. Mais il est de la responsabilité d'EDF et des élus de se préparer à un

arrêt de la production dans les années à venir. »

« Dentelle fine »

Selon la CFE-CGC, ce n'est qu'après cet arrêt que l'effectif de la centrale commencera à décroître progressivement. « La moitié devrait partir dans les deux-trois années suivantes. Tout le monde ne partira pas en même temps et ce sera d'autant plus difficile à gérer, il faudra faire de la dentelle fine au niveau des ressources humaines. » Rappelant que 2 200 « emplois directs » sont menacés, les syndicats attendent toujours des propositions concrètes pour la reconversion du site

et du bassin d'emploi haut-rhinois, que le ministre Nicolas Hulot a dit vouloir « exemplaire ».

Dans la journée de vendredi, la présence de forces de l'ordre en « très grand nombre », y compris dans le village, a également alimenté un certain nombre de rumeurs. Le maire Claude Brender, lui-même, s'est dit surpris par le déploiement en question. La coïncidence de la visite du président Emmanuel Macron sur le site du Hartmannswillerkopf (L'Alsace d'hier) et de la réunion dans la salle des fêtes du village pourrait expliquer ce dispositif exceptionnel.

M. Pf. et O. B.

ECONOMIE FESSENHEIM

Une visite, un emballage, mais pas d'annonce

L'arrêt de la centrale de Fessenheim reste conditionné au démarrage de l'EPR de Flamanville. Archives L'Alsace/Thierry Gachon

Le directeur du parc nucléaire d'EDF, Philippe SASSEIGNE, a profité d'une visite « managériale » de routine, vendredi, pour réunir les agents de la centrale nucléaire alsacienne et répondre à leurs questions. Au final, rien de bien neuf si ce n'est un scénario qui se précise et une surinterprétation militante.

Emballement dans les milieux antinucléaires, vendredi soir, quand Gabriel WEISSER, habitant du secteur et militant de longue date, affirmait dans un courrier électronique largement diffusé et repris par plusieurs médias, que le directeur de la production nucléaire d'EDF venait d'annoncer aux salariés de la centrale la fin de l'exploitation du site pour « fin 2018 à avril 2019 ». Contacté hier, il précisait que la mutation de « 250 à 300 salariés » interviendrait avant la rentrée 2018-2019, citant une « source syndicale ». Vérification faite, cette source syndicale en question n'a pas assisté à la réunion mais tenait ses informations d'autres salariés.

Des dates connues

Philippe SASSEIGNE a bien effectué une visite « managériale », comme l'a confirmé la direction de la centrale, sans donner aucun autre détail. Les dates de fermeture avancées sont connues depuis plusieurs mois : l'arrêt du site alsacien est lié au démarrage de l'EPR de Flamanville, prévu fin 2018 au plus tôt. Plus le temps passe, plus les différents scénarios s'affinent, c'est compréhensible.

La nouveauté résiderait plutôt dans ces « 250 à 300 salariés » qui seraient mutés avant la fin de l'année prochaine. Mais là encore, il s'agirait d'une « hypothèse de travail » – selon la source citée plus haut –, pas d'une annonce ferme et définitive.

Le chiffre d'une soixantaine de salariés restant sur site à terme est celui que brandissent les syndicats pour s'opposer à la fermeture : « Rien de nouveau sous le soleil », assure de son côté Jean-Luc Cardoso, pour la CGT.

« Cette visite était prévue depuis longtemps, mais elle tombait bien. Après des années à vivre avec une épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes, après les récentes déclarations de Nicolas Hulot, il y avait une demande d'écoute et de reconnaissance, souligne la déléguée syndicale CFE-CGC, Anne LASZLO. Rien n'est définitivement acté mais il est de la responsabilité d'EDF et des élus de se préparer à un arrêt de la production dans les années à venir. »

« Dentelle fine »

Selon la CFE-CGC, ce n'est qu'après cet arrêt que l'effectif de la centrale commencera à décroître progressivement. « La moitié devrait partir dans les deux-trois années suivantes. Tout le monde ne partira pas en même temps et ce sera d'autant plus difficile à gérer, il faudra faire de la dentelle fine au niveau des ressources humaines. » Rappelant que 2 200 « emplois directs » sont menacés, les syndicats attendent toujours des propositions concrètes pour la reconversion du site et du bassin d'emploi haut-rhinois, que le ministre Nicolas Hulot a dit vouloir « exemplaire ».

Dans la journée de vendredi, la présence de forces de l'ordre en « très grand nombre », y compris dans le village, a également alimenté un certain nombre de rumeurs. Le maire Claude BRENDER, lui-même, s'est dit surpris par le déploiement en question. La coïncidence de la visite du président Emmanuel MACRON sur le site du Hartmannswillerkopf (L'Alsace d'hier) et de la réunion dans la salle des fêtes du village pourrait expliquer ce dispositif exceptionnel. **M. Pf. et O. B.**